



**PRÉFET
DU HAUT-RHIN**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Grand Est**

Unité départementale du Haut-Rhin
DIRECTION REGIONALE DE L'ENVIRONNEMENT
2 PLACE DU GENERAL DE GAULLE
CS 71354
68070 Mulhouse

Strasbourg, le 04/12/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 19/11/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

TRONOX FRANCE SAS

95 Rue du Général de Gaulle
BP 10059
68800 Thann

Références : 2025_11_19_Tronox_VIIC_échéances_Post_acc
Code AIOT : 0006700653

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19/11/2025 dans l'établissement TRONOX FRANCE SAS implanté 95 Rue du Général de Gaulle BP 10059 68800 Thann. L'inspection a été annoncée le 04/09/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite d'inspection s'inscrit dans le cadre de la continuité de l'inspection réalisée le 07/11/2024 qui concernait l'incident du 17/10/2024. Elle a notamment pour but de vérifier la mise en place des actions proposées par l'exploitant afin que cet incident ne se reproduise pas.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- TRONOX FRANCE SAS
- 95 Rue du Général de Gaulle BP 10059 68800 Thann
- Code AIOT : 0006700653

- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Oui

TRONOX est une société américaine spécialisée dans la production de dioxyde de titane ultra fin, principalement destinée à des fins de traitement des matrices atmosphériques et aqueuses. Le site est soumis aux directives dites "SEVESO" et "IED".

Contexte de l'inspection :

- Accident

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Rapport d'accident	Code de l'environnement du 27/09/2020, article R512-69	Sans objet
2	Exploitation du REX dans l'EDD	AP de Mise en Demeure du 16/01/2025, article 1	Levée de mise en demeure
3	SGS : Maîtrise des procédés	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I – Point 3	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a procédé à une analyse détaillée et complète de l'incident du 17/10/2024. Celle-ci a abouti à la mise en place de plusieurs actions techniques et organisationnelles que l'Inspection a pu globalement vérifier lors de cette inspection.

Une étude de dangers mise à jour a été remise dans le délai imposé par l'arrêté de mise en demeure du 16 janvier 2025, ce qui permet de proposer la levée de celle-ci. Néanmoins, cette étude de dangers doit être complétée, dans un délai qui sera précisé lors de la remise du rapport d'analyse globale de l'EDD réalisée en parallèle de cette inspection.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Rapport d'accident

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 27/09/2020, article R512-69
Thème(s) : Risques accidentels, Déclaration d'incident/accident
Prescription contrôlée : L'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1. Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant au préfet et à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les substances dangereuses en cause, s'il y a lieu, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures d'urgence prises, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme. Si une enquête plus approfondie révèle des éléments nouveaux modifiant ou complétant ces informations ou les conclusions qui en ont été tirées, l'exploitant est tenu de mettre à jour les informations fournies et de transmettre ces mises à jour au préfet ainsi qu'à l'inspection des installations classées.

<p>Constats :</p> <p>Pour faire suite à la visite d'inspection du 7 novembre 2024 relative à l'analyse de l'incident du 17 octobre 2024, l'Inspection a demandé à l'exploitant de lui transmettre les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • le rapport d'analyse BARPI complété avec l'ensemble des analyses réalisées depuis cet incident, notamment la partie "acquisition des données" vue lors de cette visite, • la procédure ouverture de ligne TH_214_ES023 et/ou le mode opératoire « condamnation R12 spiralé » complété(e) afin de faire apparaître l'ensemble des tâches à réaliser, notamment sur la partie vidange de l'échangeur. <p>Le rapport d'analyse complété a été transmis à l'inspection par mail le 28 février 2025 ainsi que la procédure ouverture de ligne TH_214_ES023 en version 5 et le mode opératoire "Vidange R12 côté TIC Thann".</p> <p>L'exploitant a également mis en place plusieurs actions organisationnelles et techniques. Les constats associés à ces éléments sont détaillés en annexe de ce rapport, non largement diffusable en application des principes de l'instruction du gouvernement du 12 septembre 2023.</p> <p>En conclusion, l'exploitant a réalisé une analyse complète de l'incident du 17 octobre 2024, et a mis en place de nombreuses actions dont la vérification a pu être faite par l'Inspection lors de cette visite. Ce constat n'appelle donc pas de remarque de la part de l'Inspection.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 2 : Exploitation du REX dans l'EDD

<p>Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 16/01/2025, article 1</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Consignes écrites</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La société TRONOX France, dont le siège social est situé 95, Rue du Général de Gaulle à Thann (68800), exploitant d'un établissement industriel implanté à la même adresse, est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article R. 515-98 du Code de l'environnement susvisé, en déposant auprès du préfet et de l'inspection des installations classées, une étude de dangers de l'établissement mise à jour, <u>au plus tard pour le 28 février 2025.</u></p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite du 7 novembre 2024, l'exploitant n'avait pas encore réalisé d'analyse entre l'incident du 17 octobre 2024 et son étude de dangers (EDD), afin d'éventuellement revoir cette dernière.</p> <p>Ce constat avait alors entraîné la signature de l'arrêté de mise en demeure daté du 16 janvier 2025 demandant la mise à jour de l'EDD au plus tard pour le 28 février 2025. Par mail le 28 février 2025, l'exploitant a transmis son EDD mise à jour au service d'inspection. La mise en demeure peut ainsi être levée.</p> <p>La mise à jour de la nouvelle version d'EDD transmise a été examinée. Un nouveau scénario d'accident a notamment été ajouté à la suite de cet incident. Les constats associés à ce point sont</p>

détaillés en annexe du présent rapport, non largement diffusable en application des principes de l'instruction du gouvernement du 12 septembre 2023.

Il ressort de cet examen que l'EDD nécessite d'être complétée afin d'apporter plusieurs justifications (hypothèses retenues, description des dispositifs mis en place,...). Néanmoins, aucun élément ne semble remettre en cause la compatibilité du site avec son environnement. Aussi, compte tenu de la nature documentaire des non-conformités relevées, de l'absence d'impact immédiat pour la préservation des intérêts mentionnées à l'article L.511-1 du Code de l'environnement, et des engagements formels pris par l'exploitant pour compléter son EDD, l'Inspection propose en l'état de ne pas faire application des dispositions de l'article L.171-8 du code de l'environnement.

Un examen plus global de l'EDD étant en cours, le délai pour transmettre une mise à jour de cette EDD sera proposé lors de la remise du rapport d'analyse associé à cet examen global.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'étude de dangers devra être complétée, dans un délai qui sera précisé lors de la remise du rapport d'analyse globale de l'EDD réalisée en parallèle de cette inspection.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 3 : SGS : Maîtrise des procédés

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I – Point 3

Thème(s) : Risques accidentels, Procédures et instructions

Prescription contrôlée :

3. Maîtrise des procédés, maîtrise d'exploitation

Des procédures et des instructions sont mises en œuvre pour permettre la maîtrise des procédés et l'exploitation des installations en sécurité. Les phases de mise à l'arrêt et de démarrage des installations, d'arrêt, de même que les opérations d'entretien et de maintenance, même sous-traitées, font l'objet de telles procédures.

[...]

Constats :

Pour faire suite à la visite du 7 novembre 2024, l'Inspection a demandé à l'exploitant de lui transmettre l'analyse des risques en lien avec l'opération de maintenance concernée par l'incident.

Par mail du 28 février 2025, l'exploitant a transmis un rapport d'incident incluant l'analyse des risques demandée. Celle-ci a entraîné la mise en place de plusieurs actions qui ont été détaillées dans les constats précédents.

Ce constat n'appelle pas de remarque de la part de l'Inspection.

Type de suites proposées : Sans suite